

Yemaya

No. 6

LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

AVRIL 2001

From the Editor

Dans ce numéro vous trouverez, comme à l'habitude, une série d'articles venus des quatre coins de la planète et qui abordent divers problèmes du monde de la pêche : en Inde, lutte des ouvrières de la transformation pour de meilleures conditions de travail, aux Etats-Unis, la vie des saisonnières mexicaines dans les ateliers qui traitent le crabe, en Thaïlande, les efforts déployés par les communautés de pêcheurs pour protéger la ressource, au Mozambique, un groupe de femmes prend des initiatives économiques, au Brésil, ce que les femmes de la pêche pensent de leur vie, de leurs luttes...

Chaque région a ses traditions, son folklore, ses richesses culturelles qui s'expriment souvent en paroles et chansons. L'article qui vient du Bénin montre bien la place importante de la transformation et du commerce du poisson dans cette partie d'Afrique de l'Ouest où ces activités sont profondément inscrites dans la vie locale. Il y a une chanson sur les mareyeurs qui doivent des sous aux transformatrices. Si vous connaissez des textes de ce genre, pourriez-vous nous en faire part ?

De France est arrivé aussi un appel à l'unité entre femmes de la pêche, « pour le bien de nos communautés ».

Votre bulletin YEMAYA serait heureux de recevoir vos commentaires et vos suggestions, si possible avant le 15 juin prochain.

Bon courage à toutes et à tous !



Pages Intérieures

| | |
|----------------|-----|
| Bénin..... | 2 |
| Mozambique...2 | |
| Niue | 3 |
| Brésil..... | 4 |
| Chili..... | 6 |
| Inde..... | 7,8 |
| Thaïlande..... | 9 |
| Mexique..... | 10 |
| Courrier..... | 12 |

Avis

Foire ouest-africaine du poisson artisanal

*Louma Jiggen ñi**

(en wolof : marché périodique des femmes)

**Dakar, Sénégal
2 et 3 juin 2001**

Cette foire a pour but de permettre aux transformatrices et aux commerçantes du secteur artisanal de mieux cerner les problèmes communs de leur profession en Afrique de l'Ouest, de mieux faire connaître ces problèmes aux décideurs et à l'opinion publique, d'échanger leur savoir-faire, de tisser et renforcer des contacts commerciaux, de s'informer sur les services (information, crédit, vulgarisation, moyens techniques) disponibles dans la région.

On y verra avec leurs produits des transformatrices et des commerçantes du Sénégal, de Gambie, de Guinée-Conakry, du Ghana, de Côte-d'Ivoire, du Bénin, du Togo, du Burkina Faso, du Mali. Il y aura aussi des organisations qui fournissent un appui aux populations de pêcheurs artisans en Afrique de l'Ouest, des représentants des pouvoirs publics et des organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux de la pêche, des personnes ou des structures spécialisées dans les techniques de transformation.

Et on trouvera d'autres informations sur le site d'ICSF (<http://www.icsf.net/fishfair>)

Afrique/ Bénin**Je vous paierai un de ces jours...**

Au cours d'une réunion de formatrices au Bénin, les femmes ont dit de façon truculente qu'elles n'aimaient pas faire crédit aux mareyeurs/mareyeuses

par l'Union des professionnels de la pêche artisanale du Bénin (UNIPPA-Bénin) et Lucien Dehy, secrétaire général de ID Pêche

A l'occasion d'une réunion organisée en janvier par ID Pêche avec l'appui de UNIPA-BENIN, des délégué(e)s de groupes de femmes et de pêcheurs se sont rencontré(e)s à Nicoué-Condji, sous-préfecture de Grand-Popo, à une centaine de kilomètres de Cotonou. Etaient également représentés le Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF) et le Centre de recherches pour le développement des technologies intermédiaires de pêche (CREDETIP).

L'un des sujets abordés par les formatrices a été la Foire du poisson qui doit se tenir à Dakar, Sénégal, en juin prochain. Elles ont parlé de divers aspects du commerce de cette denrée en Afrique de l'Ouest. On leur a demandé si elles faisaient crédit aux mareyeurs/mareyeuses. Il est fréquent que des acheteurs viennent dans les camps de pêche pour s'approvisionner en poisson fumé, fermenté, salé, séché. La vente à crédit est assez rare, mais ils ne versent souvent au comptant qu'une partie de la somme. Dans ces endroits les formatrices sont habituées à de telles pratiques et elle n'hésitent pas à attendre quinze jours.

Il arrive malheureusement que certains ne tiennent pas parole. Ils disparaissent alors des camps qu'ils fréquentaient et des marchés où ils pourraient rencontrer les femmes auxquelles ils doivent de l'argent. Ces formatrices n'ont pas un gros fonds de roulement : la dette leur crée des problèmes. Aussi, lorsqu'elles peuvent localiser leur débiteur, c'est avec une belle énergie qu'elles lui réclament des sous.

Tandis qu'elles parlaient de tout cela, l'une d'entre elles s'est mise à chanter, et tout le monde a suivi. Les paroles sont attribuées à la personne qui n'a toujours pas payé la marchandise.

*Par arrangement mutuel et privé
Tu as accepté de me vendre à crédit
Il n'y avait pas de témoin*

*Par arrangement mutuel et privé
Tu m'as fait un prêt
Il n'y avait pas d'oreilles indiscretes
Aujourd'hui, au centre du marché,
Tu cries à tue tête
Que je suis insolvable
Tu cries à tue tête
Que Chérie te doit des sous
Mais une dette n'est pas un vol
Je te payerai
Devoir n'est pas voler
Je te payerai
Je te payerai... un de ces jours*



(Pour contacter Lucien Dehy, taper ldehy@yahoo.fr)

Afrique/ Mozambique**Fières de leurs résultats**

Sur une île isolée des femmes dynamiques se sont regroupées pour augmenter leurs revenus

par Nalini Nayak, membre de l'ICSF, avec la collaboration de l'Institut pour le développement de la petite pêche (IDPPE)

A une heure de bateau d'Angoche, dans un recoin de la mangrove, se trouve la petite île de Mituban : mélange d'eau et de forêt. On met pied à terre, dans l'eau, on s'avance parmi de jeunes palétuviers et on se retrouve sur l'île, sur une autre planète. On s'aperçoit finalement qu'on est dans un village passablement peuplé, avec des cases couvertes de chaume un peu partout sous les majestueux cocotiers. Le premier petit

enclos est le terrain de jeu d'une école assez grande. Il y a des gens assis à l'ombre d'un bel arbre à cajou : des femmes pour la plupart, qui se mettent à parler de leur travail.

C'est un village complètement musulman. Les hommes vont dans de petites pirogues pêcher des crabes avec de petites lances. Ils les vendent à des commerçants du continent. La recette sert à se procurer divers produits alimentaires. L'île est à peu près autosuffisante : le potier fait des ustensiles de cuisine, le menuisier des meubles en bois de palétuvier, les gens entretiennent leur toit de chaume, ils confectionnent des cordes avec les fibres de la noix de coco, ils cultivent leurs légumes et leur riz dans les terres basses où la salinité n'est pas trop forte. Pour les problèmes de santé et pour faire d'autres études aux enfants, le village doit quand même s'adresser au continent.

Sur cette petite île, les femmes de la pêche ont constitué un collectif. Il semble qu'en 1998, au milieu de l'année, deux personnes membres de l'association PENDANA ont visité les lieux, pris contact avec les femmes. Elles leur ont dit qu'elles pouvaient se faire un peu d'argent en capturant de la crevette pour la vente. Elles ont apporté quelques petits filets maillants en nylon et des boîtes isothermes puis ont encouragé les femmes à aller pêcher deux par deux. Les femmes étaient en tout 32. Les choses se passaient bien et le couple venait régulièrement collecter les prises qu'il vendait sur le continent. Au bout de deux mois les femmes ont voulu voir la couleur de leur argent, mais le couple a réussi à les faire patienter, pendant six mois, avant de disparaître dans la nature. Les femmes sont restées le bec dans l'eau.

La communauté des pêcheurs d'Angoche, qui était en train de s'organiser dans le cadre du Projet de pêche artisanale de Nanupula lancé par l'IDPE, entend parler de leur déconvenue. Le dynamique secrétaire de la nouvelle association de pêcheurs (APPA) fait de son mieux pour qu'elles puissent récupérer leurs sous. Mais surtout l'association aide le groupe à rédiger un projet qui, par l'intermédiaire de l'administration du district, est transmis au secrétariat de la Première Dame du Mozambique. Leur projet est approuvé et une subvention est accordée pour l'achat d'un bateau à moteur. Ainsi équipées, elles peuvent aller vendre elles-mêmes leur récolte. L'argent commence à arriver, et d'autres femmes aussi s'approchent, attirées par leur succès : elles sont maintenant 64.

Chaque équipe de deux prend note des quantités récoltées et le groupe désigne celle qui ira vendre le tout. La secrétaire gère un compte commun alimenté par deux pour cent des ventes. Chaque femme a un carnet où est inscrite au fur et à mesure sa production. Comme on les a trompées au début, elles ne font plus confiance à personne, pas même à la banque. Elles s'occupent de leurs sous elles-mêmes, et elles doivent avoir un assez joli magot caché quelque part. L'APPA leur a accordé un prêt qui a permis d'acheter d'autres filets. Le groupe possède actuellement deux bateaux, un congélateur et un générateur.

Voilà bien des femmes intéressantes et dynamiques qui sont fières de leur succès. Auparavant elles se contentaient de ramasser des produits de la mer pour la consommation familiale. Comme elles se sentaient loin de « la civilisation », elles faisaient avec ce qu'elles avaient. Leurs maris n'ont toujours pas de bateaux ni d'engins de capture. Ils continuent à chasser le crabe et à aller chercher du bois dans la mangrove.

Ce petit groupe de femmes ne fait pas confiance à l'aide qui pourrait venir d'ailleurs : il préfère apprendre sur le tas. Le congélateur n'est pas encore opérationnel. Il faudra pour cela faire d'autres dépenses et acquérir un savoir-faire qu'elles n'ont pas encore.

(L'adresse électronique de Nalini est nalinin@md5.vsnl.net. Celle de l'IDPPE est lopes@idppe.co.za)

Pacifique-Sud/ Niue

Une documentation complète

Sur la petite île de Niue, une enquête de terrain a permis d'identifier les principales espèces récoltées par les femmes

par Lyn Lambeth, chargée de la Pêche en milieu communautaire, Secrétariat de la Communauté du Pacifique, Nouvelle-Calédonie

Niue est une petite île polynésienne située au centre d'un triangle formé par les îles Tonga, Samoa et Cook. En novembre 2000, la section Pêche en milieu communautaire du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) y a terminé une étude sur le terrain qui avait été demandée par les autorités locales, dans le cadre de l'aide CPS à Niue. En vue d'assurer une

exploitation durable des ressources halieutiques, il s'agissait de constituer une documentation sur les principales espèces invertébrées récoltées par les femmes de l'île. Cela permettrait d'envisager des mesures de gestion adaptées, et d'abord de faire en sorte que les produits de la mer exploités par ces femmes soient inclus dans le programme de gestion de la pêche côtière qu'élaborent actuellement les autorités de Niue et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique-Sud.

La direction des pêches de Niue est sans doute une petite structure, mais on y a créé récemment un nouveau poste. La personne sera spécialement chargée de développer les activités des femmes dans la pêche. On prend soin aussi de consulter et d'impliquer dans les travaux l'ensemble de la communauté.

Niue passe pour être le plus grand atoll corallien surélevé de la planète. Il fait 258 km² et 65 km de circonférence. Il y a moins de 2000 habitants, mais ils sont dix fois plus à résider en Nouvelle-Zélande. A Niue, il n'y a pas de lagon, seulement un étroit récif qui entoure presque toute l'île. Le récif primitif et le lagon s'élèvent maintenant à une soixantaine de mètres au dessus du niveau de la mer. A partir de 5 km de la côte, on descend vers des fonds de plus de 1000 m.

Un certain nombre d'études sur les ressources halieutiques locales ont déjà été réalisées. Mais on ne sait toujours pas exactement quelles espèces d'invertébrés sont exploitées à Niue. Il semble que sur ces rivages rugueux et sur le petit platier du récif corallien frangeant, accessible seulement par temps calme et à marée basse, il y ait peu d'espèces utilisables. Malgré tout les femmes récoltent une quantité assez surprenante d'invertébrés, pour leur consommation ou pour confectionner des objets d'artisanat.

A la fin de l'enquête, qui a duré deux semaines, on avait 92 noms d'espèces différentes : 55 ont été observées sur le récif, 29 entrent dans l'alimentation, une dizaine d'espèces ou de groupes d'espèces sont utilisés pour faire des objets d'artisanat. Plus de 70 espèces ont été définitivement identifiées ou sont en voie de l'être. Cette liste n'est pas close mais elle est quand même très utile pour savoir quelles espèces sont communément exploitées. Une fois l'enquête définitivement complétée, un rapport sera remis aux autorités locales, avec un ensemble de recommandations pour assurer une bonne gestion des espèces les plus intéressantes.

L'adresse électronique de Lyn est LynL@spc.org.nc

Amérique latine/Brésil

Les femmes de la pêche, est-ce que ça existe ?

Lors d'un récent séminaire au Brésil, un groupe de discussion a abordé les problèmes de genres dans la pêche

par Maria Cristina Maneschy, professeur à l'Université fédérale de Pará à Belém, membre de l'ICSF

A l'Assemblée générale du *Conselho Pastoral dos Pescadores*, qui s'est tenu à Lagoa Seca, Etat de Paraíba, du 17 au 19 novembre 2000, l'un des thèmes débattus a été les relations de genres dans la pêche. Dans le groupe de discussion il y avait 29 participantes appartenant à diverses communautés, des représentants d'Ong d'appui, des militants associatifs, des syndicalistes. C'était là une occasion exceptionnelle pour mieux cerner la place des femmes dans la pêche et les organisations de pêcheurs, les difficultés qu'elles ont à se faire reconnaître à leur juste valeur. On a aussi pu prendre note des progrès réalisés. Voici quelques détails de ce débat :

L'une des participantes, Madame Roquelina Almeida, s'est présentée en ces termes : « femme de la pêche, écrivain, poétesse, directrice de la *colônia* (structure officielle des pêcheurs) de Maragogipe, Etat de Bahia, dirigeante de l'association locale des résidents ». Elle a commencé à aller à la pêche dès ses jeunes années. Mais à cette époque « une femme ne pouvait être que *marisqueira* (ramasseuse de coquillages. Aujourd'hui, Dieu merci, j'ai le droit d'être *pescadora* (pêcheuse).

Que les femmes ne soient pas considérées comme de « vrais pêcheurs », c'est chose fréquente. Les participants en convenaient. Madame Petrucia, présidente de la coopérative de Ponto da Barra, Maceió, Alagoas, a dit : « Les femmes sont tranquilles. Elles font de la pêche, elles n'aiment pas s'impliquer. Mais les hommes s'impliquent encore moins ! » Elle a souligné la fragilité des organisations de pêcheurs, une opinion partagée par beaucoup de personnes présentes.

Une femme qui pratique la pêche, Lydia, directrice de la *colônia* de Aranaín, district municipal de Cachoeira, Etat de Pará, dit que dans sa communauté on avait enregistré des progrès notables. A Fortim quatre des cinq dirigeants sont des femmes : seule la présidence est assurée par un homme.

Madame Dolores, sociologue de l'Instituto Terramar, Etat du Ceará, a fait remarquer que dans les organismes publics, les universités ou les organisations on ne trouve pas beaucoup de documentation sur les femmes de la pêche. Dans la municipalité de Fortim, par exemple, les femmes ramassent des coquillages et attrapent du poisson. Il y a environ 80 femmes officiellement inscrites à la *colônia*. C'est là le résultat de l'action de la présidente. Ailleurs au Ceará des femmes ramassent aussi des algues, parfois elles capturent du poisson avec des filets sur le rivage. L'industrie des cosmétiques constitue un bon débouché pour les algues, mais les prix sont très bas. C'est pourtant parfois la seule ressource de la famille.

Dolores a fait remarquer que dans les communautés de pêcheurs, beaucoup de femmes combinent la pêche et d'autres activités, confectionner des objets d'artisanat, par exemple. Ça complique les choses au regard de la Sécurité sociale. L'administration a du mal à les classer parmi les « pêcheurs professionnels ». Quand elle traite des dossiers de retraite, elle se demande s'il faut classer telle ou telle personne comme femme au foyer, brodeuse ou « pêcheuse ».

Francisca Ester, de Parajuru, Etat du Ceará, présidente de l'association de la communauté locale, a décrit le côté *machismo* de la *colônia*. « Là-bas, la seule femme qui va à la *colônia* c'est moi. On n'y voit pas de femmes. Je dis pourtant aux hommes d'amener leurs épouses aux réunions pour qu'elles soient informées ». Francisca a indiqué aussi que presque tous les habitants de Parajuru ramassent des crabes dans les marais, des huîtres et de petites moules (*sururus*).



Madame Cárita Chagas, présidente de l'association des femmes du village de Cachoeira, Etat de Pará, a mis en évidence les divers problèmes qui sont communs aux femmes de la pêche dans un certain nombre d'Etats. Le maire de sa ville et les dirigeants de la *colônia* n'ont montré aucun empressement à répondre aux demandes des pêcheurs, hommes ou femmes, mais surtout des femmes. Avec un appui extérieur, les femmes de sa municipalité ont créé deux associations. Elles ont été très actives lors des dernières élections de la *colônia*. « L'an dernier on s'est débarrassé de l'ancien président. Celui-ci s'est engagé, et il y a effectivement plus de place pour les femmes... La *colônia* de notre district municipal a été établie il y a soixante-dix ans. Mais elle est ouverte aux femmes depuis un an seulement. Ce sont les mentalités traditionnelles qui font obstacle, malheureusement. C'est l'état et l'attitude de soumission qui se perpétue ».

Qui sont les hommes et les femmes de la pêche ? Le débat sur ce thème a été très animé. Dans quelles catégories classer, par exemple, les femmes qui fabriquent des filets, qui salent le poisson, qui entretiennent l'équipement de pêche, qui ont des occupations apparentées ? Qui sont-elles, faut-il les considérer comme des « travailleuses de la pêche », des « pêcheurs » ou des « pêcheuses ». L'administration ne les reconnaît pas officiellement comme telles.

Dans le groupe qui débattait des problèmes de genres, il n'y avait pratiquement pas d'hommes. Cela montre bien que chez les pêcheurs ce thème n'intéresse encore que les femmes. Ce n'est pas un sujet prioritaire.

Les participantes à ce mini-séminaire ont raconté « leur histoire ». Ces témoignages prouvent bien que le travail des femmes n'est toujours pas reconnu à sa juste valeur. Et pourtant elles ont travaillé et elles continuent à travailler.

La collecte d'informations sur le travail des femmes dans la pêche (et la pêche + autres activités) est une nécessité urgente. Les statistiques du secteur de la pêche sont souvent médiocres. Pour ce qui est du travail des femmes, c'est même l'absence qui prévaut. Traditionnellement on considère que les femmes viennent seulement « donner un coup de main ».

Cela explique qu'elles sont quasiment invisibles en tant que travailleuses de plein droit. Il est évident que bien des obstacles persistent. Plusieurs personnes ont parlé

du poids des traditions. Or au Brésil les avantages sociaux sont souvent liés à un statut de travailleur officiellement reconnu. C'est là une cause d'exclusion sociale.

(L'adresse électronique de Maria Cristina Maneschy est : crismane@terra.com.br)

Amérique latine/Chili

Un livre sur les pêcheurs artisans

Maria Terease López Boegeholz, professeur de sociologie au Chili, fait part de sa visite dans des communautés de pêcheurs au Pérou

Je me suis rendue dans les communautés de Paracas à Pisco, Pérou, à l'initiative de Amelia Garcia, une sociologue péruvienne. Elle faisait le voyage pour présenter son livre, *Los Culpables desconocidos : Artisanal Fishworkers and the Environment in the National Reserve of Paracas, Pisco*, aux habitants des *caletas* (localités de pêcheurs) auprès desquels elle avait trouvé informations et inspiration, et aussi « beaucoup de chaleur humaine ». Elle voulait ainsi exprimer sa gratitude aux gens qui lui avaient ouvert leur maison, l'avaient soutenue et motivée.



Dans le port de Callao, nous avons été voir le syndicat des pêcheurs. Ses 1 800 adhérents sont des ramasseurs de coquillages, des propriétaires de bateaux, de palangriers. Les bateaux et les engins de capture sont petits. Le syndicat est lié au Comité des *Jaladeros* (ceux qui halent les bateaux).

A Chorillos, Lima, notre contact était Madame Paquita Ramos, la première présidente du *Comité de Damas* de la FIUPAP (Fédération pour l'intégration et l'unification des pêcheurs artisans du Pérou), créée en 1992. Comme les finances n'étaient jamais suffisantes, il a fallu se débrouiller de diverses manières. Elle travaille maintenant au ministère de la santé et gère un service de santé pour les pêcheurs. Elle s'occupe aussi d'un restaurant dans le cadre du dispositif *Pesquero del Muelle* pour les travailleurs sur les quais. Son expérience devrait être pleine d'intérêt pour des militants de la pêche artisanale au Chili.

A San Andres nous avons rencontré le directeur du port. Les femmes de pêcheurs lavent le poisson à grande eau et l'exposent ensuite par terre pour la vente. Les principales espèces sont : *cabrilla (Pralabrax humeralis)*, environ 180 tonnes/mois, *cabinza (Isacia conceptionis)*, *ayanque (Cynoscion analis)*, *chita (Anisotremus scapularis)*. Le poisson se vend à la caisse, à la douzaine, au kilo pour les plus gros. Les gros bateaux qui opèrent en eaux peu profondes ciblent l'anchois destiné à la pêche minotière, prennent beaucoup de petits poissons et font beaucoup de dégâts.

A Laguna Grande, un village avec des baraques précaires, notre guide était Madame Tita, du *Centro de Madres* (Club des mères), et dont la mère était l'une des fondatrices des *Rancherías* (baraquements des pêcheurs). Des policiers du commissariat central de Paracas et les services de sécurité du parc naturel de Paracas avaient tenté d'arrêter ceux qui pêchaient à l'explosif, des gens venus d'ailleurs et qui réussirent à s'échapper. Ils avaient entreposé leur équipement dans une petite auberge et confié sa garde à un vieil homme, contre quelques sous. Le vieil homme avait été arrêté et les femmes étaient allées à Paracas pour témoigner en sa faveur et obtenir sa libération.

Nous avons pu voir des bateaux pêcher à une profondeur de 10 m dans la baie, ce qui est en principe interdit. Nous avons aussi parlé avec de vieux pêcheurs venus de Comatracá-Ica, leur lieu de résidence. Ici ils logent dans ces petites baraques construites sur le haut des plages, dans des conditions précaires : pas d'eau, pas d'électricité, pas d'assainissement. L'une des jeunes mères (la nièce de Madame Tita) nous a dit : « Ils vivent comme des poissons : toujours en mouvement. Le pêcheur va où il y a du poisson ».

Nous avons ensuite visité El Chaco, en compagnie de Madame Gregoria. Le but était d'étudier la vie des familles dans ce secteur. Madame Gregoria a épousé le petit-fils du fondateur d'El Chaco, et c'est la première *chalanera* de l'endroit. On appelle *chalanera* l'embarcation utilisée par les pêcheurs pour aller de la plage au bateau, et vice versa.

Nous avons aussi rendu visite à l'association des habitants d'El Chaco et vu une attraction touristique, *l'Atracadero Flotante Artesanal* (débarcadère flottant).

A La Gunillas, nous avons rencontré Tia Fela, une dame de 93 ans qui est propriétaire d'un restaurant. Il y a là un quai pour décharger poissons et coquillages. Des pressions sont exercées pour privatiser l'endroit et se débarrasser des pêcheurs. Le livre d'Amelia a fait grande impression dans la famille de Tia Fela qui se bat pour pouvoir rester dans les lieux.

Les problèmes des pêcheurs artisans péruviens sont les mêmes qu'au Chili. Mais les Péruviens sont politiquement moins éveillés que leurs collègues chiliens. Au cours de nos conversations nous avons pu constater qu'ils manquaient de culture politique. Ils n'étaient guère au courant des relations entre CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili) et FIUPAP, notamment de l'Accord signé en 1998 entre ces deux structures.

Les femmes, qui sont à la tête de familles étendues, tiennent une place importante dans l'économie familiale. Beaucoup d'entre elles ont des activités de pêche. Elles ont conservé des traditions andines, un aspect qu'Amelia a traité dans son livre. Elle a en effet découvert des traces de cette culture dans les communautés littorales.

Dans les *caletas* de La Gunillas, El Chaco et Laguna Grande (plage et zones résidentielles) les communautés de pêcheurs subissent des pressions pour vider les lieux, pour faire place à la modernité et au développement touristique. A travers son livre Amelia espère contribuer à défendre la cause des habitants de ces *caletas*.

(L'adresse électronique de Maria Terease López Boegeholtz est mtlopezb@hotmail.com)

Asie/Inde

Des conditions de travail difficiles...

La Campagne nationale du droit du travail (NCLR) est un réseau d'unions syndicales et de groupes d'appui qui a lancé une campagne de sensibilisation aux dures conditions de vie des employées des ateliers et usines de transformation du pays. Voici la lettre adressée par NCLR au ministre du travail de l'Union indienne.

Nous sommes un groupe de syndicats, d'Ong et de citoyens attentifs aux conditions de travail dans les établissements qui transforment des produits de la mer. Nous avons réalisé un certain nombre d'études sur cette question. Notre conclusion c'est que la situation est alarmante, le moins qu'on puisse dire. Nous vous adressons le présent courrier pour vous faire part de nos observations.

Nous savons bien que depuis quelques années les produits de la mer prennent une place de plus en plus importante dans les exportations de notre pays. C'est une source de devises de premier ordre dans l'économie nationale. Nous savons aussi que cela crée des emplois. Hélas, l'expansion phénoménale de ce secteur d'activité et la richesse produite n'ont pas profité aux employées, dont la situation ne vaut guère mieux que celle de l'esclave.

Ces établissements embauchent presque uniquement de jeunes travailleuses migrantes, en contrat précaire (salaire fixe ou à la pièce). Les propriétaires récusent toute responsabilité vis à vis de cette main-d'œuvre et disent de s'adresser aux intermédiaires qui la fournissent. Cela constitue une violation caractérisée du droit du travail, qui stipule que l'employeur principal est responsable de ses employés.

Nous avons constaté que les conditions de vie de ces ouvrières sont inhumaines, opprimantes. Elles sont 40 à 50 femmes dans un même dortoir, avec généralement seulement deux toilettes/douches. Ces locaux sont généralement situés au dessus des ateliers ou à côté. Ils manquent de sanitaires, les conditions d'hygiène sont déplorables. Quand on vit si près des ateliers on risque aussi d'être contaminé par des substances dangereuses, des produits chimiques qui s'échappent.

Vous savez peut-être qu'une stricte surveillance est exercée sur ces travailleuses de la transformation. Elles

n'ont pas le droit de sortir du périmètre de l'usine ou du dortoir. Le contrôle total de la main-d'œuvre est une caractéristique de ces établissements. Ces femmes sont quasiment des prisonnières esclaves.

Elles travaillent de 8h du matin à 8h du soir, avec une heure de pose pour le déjeuner et une demi-heure pour le thé. Pendant la pleine saison, elles sont souvent obligées de travailler plus de 12 heures. Les très bas salaires sont la norme plutôt que l'exception, et beaucoup d'établissements ne versent même pas le salaire minimum obligatoire. Une étude réalisée par le Center for Education and Communication fait apparaître les faits suivants :

- A Mumbai, 20 travailleuses sur 50 ont moins de 1 500 roupies par mois. Une roupie équivaut à environ 0,15 centimes (FF).
- A Mangalore, la plupart des employées touchent entre 900 et 1 200 Rs, avec un maximum de 2 000 Rs pour des mois très chargés. Il arrive aussi que le salaire chute à 500 Rs.
- A Tuticorin, sur un échantillon de 47 personnes, 34 recevaient au plus 1 500 Rs et 18 étaient en dessous du salaire minimum.
- A Calcutta, sur un échantillon de 32 employées, 14 avaient moins de 1 000 Rs, 7 dépassaient les 2 000 Rs.

Les conditions dans ces établissements sont très dures. Le personnel travaille sans protection et est exposé à diverses maladies communes : paludisme, varicelle, jaunisse. La peau des mains souffre du contact prolongé avec les produits gelés, pendant la manutention et le décorticage. Lorsque ces problèmes dermatologiques ne sont pas traités à temps, de sérieuses infections peuvent se développer, et la personne est obligée d'abandonner son emploi. Il est également apparu que les employeurs ne prévoient pas d'assistance médicale. On peut s'interroger sur cette façon de faire car l'état de santé de la main-d'œuvre n'est pas sans rapport avec les qualités d'hygiène de la production et par conséquent sur sa valeur marchande à l'exportation.

Ce sont là quelques-uns des aspects les plus préoccupants de ce secteur d'activité. Nous demandons aux services de votre ministère de bien vouloir se pencher sur ces conditions de travail, de rédiger un rapport objectif à partir duquel nous pourrions engager un dialogue. Ce dossier est extrêmement important car

nous sommes dans une industrie exportatrice qui, au niveau international, doit pouvoir proposer des produits « éthiques », c'est-à-dire préparés dans des conditions de travail acceptables. Vous savez que le secteur de la transformation doit déjà se conformer à des normes sanitaires et environnementales. Il a d'ailleurs subi des sanctions par le passé pour ces raisons. En matière de conditions de travail, il ferait bien de prendre les devants et d'améliorer les choses, pour préserver ses intérêts économiques et pour le bien de l'économie nationale dans son ensemble.

Nous espérons que vous voudrez bien faire diligence sur ces problèmes que nous venons de signaler et que votre ministère prendra les mesures qui s'imposent pour que le code du travail soit respecté dans ces établissements. Nous réclamons l'organisation d'une réunion tripartite, avec une représentation des ouvrières, des industriels et du gouvernement, afin de mettre au point un système capable de traiter les problèmes de ce secteur, la création d'une commission des affaires sanitaires et sociales du personnel notamment.

(Pour obtenir plus d'informations sur cette campagne, taper cec@nda.vsnl.net.in)

Asie/Inde

Il y a une solution...

*Dans le cadre de la campagne dont nous venons de parler, la NCLR a sorti un petit livre intitulé **The Story of Suja Abraham dont voici un court extrait***

Suja Abraham était l'une de ces milliers de jeunes femmes qui quittent chaque année le Kérala pour s'employer dans les ateliers de transformation du Maharashtra et autres Etats côtiers. Normalement elle travaillait pendant dix mois puis revenait passer un mois ou deux dans sa famille avant de repartir faire la saison suivante. Cela pouvait durer des années, sans que son existence de travailleuse laisse la moindre trace dans l'entreprise ou dans un quelconque service. Une ouvrière sans identité, sans visage, parmi une multitude d'autres dans la même condition.

Suja Abraham est parvenue à résister aux mauvais traitements dont elle était victime et même à se battre pour obtenir son dû grâce à des interventions de syndicats et d'associations au moment opportun et à

son extraordinaire persévérance. Elle est devenue malgré elle un symbole de la lutte des femmes de la pêche et de la transformation à travers tout le pays. Le jugement de la Haute Cour de Mumbai qui a fait suite à la plainte de Suja et des associations qui l'on appuyée devrait faire date. C'est un grand pas en avant dans la lutte en cours. Mais on voit bien en même temps la longueur du chemin qui est à parcourir.

(Pour obtenir plus de détails taper cec@nda.vsnl.net.in)

Asie/ Thaïlande

Redonner vie à l'océan

A l'issue d'un séminaire qui s'est tenu en novembre 2000 à Hatyai, le communiqué suivant a été rédigé à partir d'informations fournies par le Projet de gestion des zones côtières par les organisations et les réseaux communautaires dans le sud de la Thaïlande

Des pêcheurs, des universitaires, des étudiants, des associations, des militants associatifs ont participé à une rencontre organisée, du 18 au 20 novembre 2000, à la Bibliothèque centrale de l'Université Prince of Songkhla, Hatyai, province de Songkhla, sur le thème « Populations de pêcheurs et gestion des ressources littorales : problèmes et stratégies ». Voici le texte du communiqué final :

1- Les mers de Thaïlande sont en crise. Elle souffrent des conséquences de la surpêche provoquée par des engins de capture qui détruisent la ressource. La superficie totale des mangroves est passée de 2 millions à 1 million de rai (un rai = 1 600 m²) entre 1961 et 1999. Le lac de Songkhla a perdu une bonne partie de sa profondeur à cause du barrage de Pakrava. Les cours d'eau sont pollués par les rejets des usines et des établissements aquacoles. C'est toute la société qui doit se mobiliser pour redonner vie à la mer : il y a urgence.

2- Pour cela il faut avoir une vision claire des objectifs à atteindre afin que les ressources halieutiques retrouvent toute leur richesse et leur diversité. Il faut que la population puisse s'impliquer d'une façon ou d'une autre dans toutes les activités de gestion et d'administration de l'espace littoral. Il faut respecter les droits des communautés locales qui doivent

pouvoir vivre d'une exploitation durable des ressources halieutiques.

3- Certains éléments de la société thaïlandaise comprennent mal les populations de pêcheurs. On croit qu'elles veulent encore développer leurs affaires, faire encore plus de profits. Ces populations vivent en fait fort simplement. Elles utilisent des embarcations et des petits engins de capture qui n'agressent pas l'environnement marin. L'objectif de leur lutte est tout simplement de pouvoir continuer à exploiter durablement les ressources dont elles vivent.



4- Les participants à ce séminaire expriment leur détermination pour continuer à tendre vers les objectifs suivants :

- Eveiller les populations à leurs problèmes, renforcer les réseaux qui militent pour la préservation ou la réhabilitation des mers de Thaïlande, des ressources naturelles sur lesquelles ces communautés ont des droits.
- Militer pour une modification de la Loi sur la pêche afin qu'elle soit conforme à la Constitution de 1997, en donnant officiellement aux populations la possibilité de participer à la gestion des ressources, dans le respect des droits locaux et communautaires. Les populations de pêcheurs devraient pouvoir participer à l'élaboration des politiques et des réglementations relatives à l'environnement marin et à la vie locale.
- Obtenir l'interdiction des engins de capture qui détruisent les écosystèmes marins et leurs ressources naturelles.

5- Les recommandations suivantes seront transmises aux responsables politiques et aux partis politiques :

- Modifier les objectifs des politiques actuelles de gestion des ressources halieutiques. Les préoccupations purement économiques devront faire une place aux critères écologiques pour permettre la réhabilitation de l'environnement marin, qui doit être une préoccupation majeure.
- Apporter des améliorations à la Loi de 1947 sur la pêche, avec la participation des populations concernées.
- Interdire l'usage d'engins de capture destructeurs, filets poussés, chaluts notamment, et aussi l'usage de lumières électriques pour la pêche à l'anchois de nuit.

Notre réseau d'organisations populaires réaffirme sa détermination collective de lutter pour une réhabilitation des mers thaïlandaises. Nous suivons le cheminement de nos demandes afin que le gouvernement, les partis et les hommes politiques et les secteurs concernés fassent ce qu'il faut pour veiller au bon état des écosystèmes marins et assurer la sécurité alimentaire et économique des populations thaïlandaises, celles d'aujourd'hui et celles de demain.

(Pour obtenir plus d'informations taper ffnet@hatyaiinet.co.th)

Amérique latine/Mexique

Emigrer pour gagner sa vie

Les ouvrières des ateliers de transformation du crabe de l'Etat de Tabasco décident d'émigrer aux Etats-Unis malgré les difficultés

Extrait d'une étude de cas préparée par Laura Vidal, coordinatrice de l'Association écologique des femmes de saint-Thomas, Mexique, pour le séminaire sur les problèmes de genres dans les communautés de pêcheurs d'Amérique latine qui s'est tenu en juin 2000 au Brésil

Les flux migratoires de Mexicains et Mexicaines vers les Etats-Unis sont bien connus depuis la fin du siècle dernier, sauf peut-être pour la partie sud-est du pays, notamment l'Etat de Tabasco. La plupart des femmes de cet Etat qui ont ouvert la voie vers la Caroline du

Nord sont originaires des municipalités de Paraiso, Jalapa de Méndez.

Cette migration a pour origine l'installation de la société *Mariscos Boca de México* dans la commune de Chiltepec (Paraiso) en 1986. Il s'agissait d'exporter de la chair de crabe fraîche aux Etats-Unis.

Les transformatrices migrantes disent que la plupart des ouvrières de cette entreprise viennent de Jalpa de Méndez parce que les femmes de Chiltepec ne veulent plus travailler pour elle depuis qu'elle appartient à un *gringo*. Les gens de Chiltepec n'aiment pas cette boîte ni son propriétaire et se moquent des femmes qui y travaillent. On les appelle « les puantes » à cause de la forte odeur de crabe qu'elles traînent après elles à la fin de la journée de travail.



En 1989, 24 ouvrières de *Mariscos Boca de México* ont décidé d'aller travailler en Caroline du Nord, Etats-Unis. A l'initiative du propriétaire de la société, un recruteur américain a pris contact avec des ouvrières connaissant le travail du crabe.

Les premières femmes à partir ont été très critiquées à Chiltepec. Les gens disaient qu'elles allaient faire la prostituée et qu'elles ne reviendraient jamais au pays. Quand elles ont été de retour à la fin de la première saison avec des sous, cela a poussé d'autres à partir pour la saison suivante.

De novembre à mars, les femmes travaillent à l'usine de Chiltepec, et d'avril à novembre elles font la saison de Caroline du Nord, où cinq entreprises embauchent

des femmes du Tabasco. Dans la plus importante elles sont 150. Depuis 1989, un millier de femmes de cette région ont fait le voyage. Il existe aux Etats-Unis d'autres ateliers semblables qui ne sont pas liés à *Boca de México*, et où les conditions de travail sont moins pénibles.

L'embauche se fait selon les besoins particuliers de chaque entreprise. Les ouvrières sont sélectionnées pour leur productivité. Le contrat stipule qu'elles doivent produire au moins 24 livres de chair par jour. Il faut aussi des papiers en règle (acte de naissance, passeport, visa...). Les personnes décidées au départ doivent aussi avoir de quoi payer leur voyage et leur séjour (nourriture, logement, uniforme...) et être recommandées par une personne bénéficiant de la confiance de *Mariscos Boca de México*.

Enfin elles doivent s'engager à avoir une « bonne conduite ». Les entreprises ont normalement un système de couverture sociale mais ne prennent pas à leur charge les frais médicaux, de visa ni le billet d'avion aller-retour.

La plupart de ces saisonnières sont mariées avec des enfants. Elles n'ont que quelques années d'école primaire. Ce qui les pousse à partir, disent-elles, c'est de pouvoir gagner plus de sous pour le ménage, pour garder les enfants à l'école, pour améliorer leur intérieur, par nécessité économique donc.

Les femmes font surtout état des problèmes suivants, provoqués par leur absence : le mari n'est pas content parce que ses enfants sont abandonnés, le mari est infidèle, le mari boit. « Je ne pars plus, à cause de mes enfants et de mon mari. Antonio n'est plus d'accord. Il me disait que notre fils rentrait du collège d'Acquiles Serdán à des heures impossibles. La première année il me poussait à aller, mais quand j'étais là-bas il m'a dit que ce serait la dernière fois » (Aurelia). « Quand je suis revenue, mon mari était pire parce qu'il avait bu. Il buvait pendant un mois, puis il se retrouvait en prison... » (Antonia).

Les conditions de vie en Caroline du Nord varient suivant l'entreprise. Le logement et le reste qui est fourni est insuffisant. Il faut partager à plusieurs, parfois avec beaucoup de personnes. Certaines louent des chambres, mais la majorité habite dans des grandes caravanes, par chambrée de huit ou dix. Elles mangent

dans des salles communes où il faut faire longtemps la queue. Les entreprises organisent des groupes pour meubler les temps libres.

Il y en a qui ne laissent pas leurs employées sortir à leur guise. « ... Là-bas c'est comme une prison. On prend la file : 140 personnes qui attendent leur tour pour manger. Il y a seulement quatre postes de télé... » (Francesca). « ... On sort le dimanche. Ils nous mettent en groupes de quinze à vingt pour aller faire des courses... » (Virginia).

Ces conditions de vie génèrent des formes de solidarité et de soutien mutuel mais aussi la concurrence et des conflits. Souvent les femmes s'organisent en groupes pour la cuisine et le ménage, être là quand une femme est malade ou déprimée. On se dispute à propos des toilettes, du ménage, et on entre en concurrence à propos de la productivité, du travail aux pièces.

Ces ouvrières saisonnières disent que les journées de travail sont très longues, à l'usine de Chiltepec comme en Caroline du Nord. Mais le salaire diffère très largement. En Caroline du Nord, on est payé au rendement, entre 1,28 et 1,60 dollar la livre de chair de crabe. Certaines disent qu'elles peuvent faire jusqu'à 60 livres par jour et gagnent en moyenne 1000 dollars par quinzaine. Au Mexique leur salaire mensuel est de 800 pesos, l'équivalent de 80 dollars.

Mais il ne faut pas oublier que lorsqu'on travaille hors de son pays il faut dépenser plus pour le loyer et la nourriture (environ 40 dollars et 21 dollars par semaine respectivement), payer les soins de santé, payer le voyage et les frais annexes.

Malgré des conditions de travail difficiles, ces saisonnières disent préférer être aux Etats-Unis. Les raisons économiques sont évidemment très importantes, mais ce ne sont pas les seules. Cette expérience est pour elles valorisante. « Mon mari ne faisait pas cas de moi. Alors j'ai pu lui dire que s'il ne changeait pas il pouvait partir, et moi je resterais aux Etats-Unis. J'ai réussi à faire ce que je voulais malgré les reproches de mon mari... » (Chuncha).

(Pour plus de renseignements taper das@laneta.apc.org)

Courrier/France

Chères amies,
Plusieurs d'entre nous des pays Nord/Sud ont signé une motion commune (que vous avez pu lire dans le dernier YEMAYA) précisant bien qu'à la suite des débats et de contacts d'octobre 2000 à Loctudy en France les

femmes des communautés côtières du monde entier décident de travailler ensemble. Rappelons que bon nombre de personnes œuvrent depuis longtemps pour mettre en place une organisation mondiale capable de peser assez fort sur les instances décisionnelles, pour les faire fléchir sous la pression conjointe et solidaire des uns et des autres. Rappelons également que le Forum mondial a voulu la parité hommes femmes à tous les niveaux, et que vous avez, vous les femmes, répondu présentes. La scission qui s'est produite à la fin de cette semaine de Loctudy et a donné naissance à deux forums ne doit pas faire perdre de vue les objectifs importants que nous avons travaillés ensemble dans un même document.

Les femmes, par leur appel à l'unité, montrent bien qu'il faut garder la richesse du patrimoine humain et culturel que l'on a acquis par ces rencontres. Il y a eu une extraordinaire volonté de chacun et chacune de faire avancer les choses, des réseaux qui se sont constitués et surtout la solidarité des femmes dans cette capacité à se projeter dans le futur et imaginer l'avenir. On ne doit pas rester sur un sentiment d'échec mais plutôt ouvrir une voie qui ne se perde pas dans un constat d'impuissance et d'amertume. Il faut croire très fort que ceux et celles qui veulent continuer ces partages d'expérience trouveront en eux la force de se ressaisir pour le bien de nos communautés.

Les pessimistes y ont vu l'échec d'une opération réunissant des délégués de 32 pays (quelle richesse humaine) aux cultures et techniques trop diverses. Les optimistes ont fait observer que même s'il n'a pas été possible de trouver un arrangement ou consensus, une prise de conscience a tout de même eu lieu. Soyons objectifs et optimistes : si Loctudy a donné naissance à deux forums, rien ne devra s'opposer à ce qu'ils joignent leurs forces pour entreprendre des actions ensemble sur les nombreux points qui les rassemblent. Le rapprochement des deux forums, même si cela prendra du temps, n'est pas utopique. D'ailleurs vous les femmes, vous n'avez pas attendu longtemps pour comprendre cela et signer une pétition commune qui déclare que vous continuerez à travailler ensemble.

Pour ce faire, il serait utile que les femmes puissent se rencontrer dans les mois à venir. Par l'intermédiaire de YEMAYA, dites-nous vos réflexions et suggestions sur cette rencontre future.

Danièle Le Sauce
Présidente de la Branche française
Vice présidente du WFF
daniele.le.sauce@wanadoo.fr

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche
27 College Road, Chennai 600 006
Inde
tél : 91 44 827 5303
fax : 91 44 825 4457
e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des `tranches de vie' racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.